

STATUTS OILB/srop*VERSION FRANCAISE***ART. I : Titre et Siège**

1. La Section Régionale Ouest Paléarctique (SROP) – dénommée "Section" dans la suite du présent document - est une association scientifique liée à l'Organisation Internationale de Lutte Biologique et intégrée contre les animaux et les plantes nuisibles (OILB). Ses activités couvrent les pays européens et du Proche Orient ainsi que ceux d'Afrique du Nord, de préférence ceux appartenant à la région biogéographique ouest paléarctique.
2. Le siège de la Section est à Zurich (Suisse), à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich (Eidgenössische Technische Hochschule Zürich: ETH Zürich). Son secrétariat peut être dans le pays où réside le Secrétaire Général.
3. La Section dispose de la personnalité morale d'une "Association sans but économique" au sens de l'Article 60 du Code Civil Suisse et son établissement et son fonctionnement sont régis par les Articles 60 à 79.

ART. II : Définition, Tâche et But

1. La Section se propose de:
 - (a) encourager et développer la lutte biologique contre les déprédateurs animaux et végétaux et, d'une manière plus générale, la protection intégrée dans la perspective d'une production intégrée pour l'ensemble des cultures; assurer la coordination internationale à cet effet,
 - (b) recueillir, évaluer et diffuser l'information sur la lutte biologique et intégrée,
 - (c) promouvoir sur le plan national et international la recherche, la formation du personnel, la coordination de l'application à grande échelle; sensibiliser l'ensemble des publics intéressés à l'importance économique, écologique et sociale de nouvelles approches de protection des plantes,
 - (d) organiser des conférences, réunions, colloques et susciter toute autre action capable d'apporter une contribution aux objectifs généraux de l'Organisation.
2. La Section peut consulter ou collaborer avec des organismes nationaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux.

ART. III : Membres

1. Peut devenir membre de la Section, toute personne ou toute organisation publique ou privée désireuse de contribuer à la réalisation des objectifs définis à l'Art. II.
2. Il existe quatre catégories de membres:
 - (a) les membres individuels qui s'intéressent à la lutte biologique et intégrée,
 - (b) les membres institutionnels comprenant toutes les institutions et incluant les services officiels, académies, universités, instituts et sociétés savantes, etc.
 - (c) les membres bienfaiteurs comprenant toutes personnes ou institutions qui désirent promouvoir les objectifs définis à l'Art. II.
 - (d) les membres honoraires comprenant les personnes qui, ayant acquis des mérites particuliers dans le domaine de la lutte biologique et intégrée, sont désignés comme tels par le Conseil.

ART. IV : Demande d'Admission Comme Membre

1. La demande d'admission doit être adressée au Président de la Section. Le Conseil décide de l'admission des membres institutionnels, le comité exécutif de l'admission des membres individuels et bienfaiteurs.
2. En acquérant la qualité de membre de la Section le nouveau membre devient en même temps membre de l'Organisation globale OILB, et bénéficie des avantages qui s'y attachent.

ART. V : Retrait

1. Tout membre peut se retirer de la Section par une notification de retrait adressée par écrit au Président ou tout autre membre du Comité Exécutif.
2. Tout membre n'ayant pas payé sa cotisation pendant une année est considéré comme démissionnaire et perd donc sa qualité de membre.

ART. VI : Ressources et Financement

1. Les ressources de la Section sont constituées par :
 - (a) des cotisations annuelles,
 - (b) des fonds de concours ou fonds de programme,
 - (c) des dons et contributions de toute nature.
2. Les cotisations annuelles sont versées par chaque membre dans les conditions prévues au règlement intérieur. Le montant de la cotisation fait l'objet d'un vote de l'Assemblée Générale pour la durée de l'exercice, sur une proposition présentée au Conseil au moins un an avant l'Assemblée Générale. Le Comité exécutif fixe les modalités de versement des cotisations.
3. Les cotisations versées à la Section constituent son budget ordinaire. Elles sont destinées à assurer son fonctionnement ainsi qu'à régler les contributions régulières à l'Organisation mondiale.
4. En dehors des ressources précitées la section peut recevoir des fonds spéciaux ou fonds de concours. Ces fonds sont destinés à financer des études ou des recherches particulières. Le Comité exécutif décide de la recevabilité de ces subsides, en accord avec l'esprit des statuts.
5. Seuls les biens propres de la Section peuvent être utilisés pour couvrir ses obligations. Toute responsabilité personnelle des membres est exclue.

ART. VII : Structure Administrative

La Section comprend :

- (a) une Assemblée Générale
- (b) un Conseil
- (c) un Comité Exécutif qui peut être assisté d'un Sous-Comité des Programmes
- (d) une Commission de contrôle
- (e) des organes chargés de réalisations scientifiques ou techniques tels qu'ils sont définis dans le règlement intérieur.

ART. VIII : Assemblée Générale

1. Participent à l'Assemblée Générale :
 - (a) les représentants des membres institutionnels,
 - (b) les membres du Conseil et de la Commission de contrôle,
 - (c) les responsables des Groupes et Commissions, des spécialistes invités pour leurs compétences personnelles
 - (d) les membres individuels et les membres bienfaiteurs.

ART. IX : Session de l'Assemblée Générale

1. L'Assemblée Générale se réunit en session ordinaire une fois tous les quatre ans.
2. Une session extraordinaire doit être convoquée lorsqu'au moins un tiers des membres institutionnels en fait la demande au président, ou sur décision du Conseil.
3. Le lieu et la date de réunion de l'assemblée générale sont fixés par le Conseil sur proposition du comité exécutif.
4. Les convocations sont envoyées au moins cinq mois avant la date de la réunion.

ART. X : Attributions de l'Assemblée Générale

1. L'Assemblée Générale sur vote des membres (10 voix pour chaque membre Institutionnel, 1 voix pour chaque membre individuel et honoraire, pas de voix pour les membres bienfaiteurs) :
 - (a) désigne le Président, les Vice-présidents, le Secrétaire Général, le Trésorier, les Membres Titulaires et Suppléants du Conseil pour la durée de l'exercice,
 - (b) nomme les membres de la Commission de contrôle,
 - (c) décide de toute modification des statuts,
 - (d) décide la dissolution de la Section (cf. Art. XXI),
 - (e) prend acte de la gestion du Conseil et du Comité Exécutif et approuve les comptes sur rapport de la Commission de contrôle,
 - (f) se prononce sur le rapport du Comité Exécutif concernant l'activité de la Section depuis la dernière session ordinaire,
 - (g) décide du programme général de travail pour l'exercice suivant,
 - (h) fixe le montant de la cotisation de base pour l'exercice suivant,
 - (i) approuve le règlement intérieur présenté par le Conseil.

ART. XI : Conseil

1. Outre le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général et le Trésorier, le Conseil est composé au minimum de six membres et de trois suppléants élus pour l'exercice et recrutés parmi les membres de la Section. Les membres titulaires du Conseil ne peuvent être rééligibles pour plus de deux mandats que si ceux-ci sont différents et que si l'intérêt de l'organisation le requiert. Aucun pays ne peut disposer de plus de deux sièges dans le Conseil.
2. En règle générale, le Conseil se réunit au moins tous les deux ans, mais certaines décisions particulières, telles que l'ordre du jour de l'assemblée générale, peuvent être prises par correspondance avec le comité exécutif.
3. Les responsables des organes chargés des réalisations scientifiques et techniques peuvent être appelés à la demande du Comité Exécutif à siéger aux réunions du Conseil à titre consultatif
4. Les convocations sont envoyées au moins un mois avant la date de la réunion.

ART. XII : Attributions du Conseil

1. Le Conseil :
 - (a) approuve et supervise les programmes de travail de la Section,
 - (b) assure le bon fonctionnement de la Section et exécute le programme d'activité arrêté par l'Assemblée Générale,
 - (c) décide de la création et de la dissolution de tous les organes chargés de réalisations scientifiques ou techniques,
 - (d) nomme et/ou approuve la nomination des responsables des organes chargés des réalisations scientifiques et techniques, délimite leur tâche et prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement de ces organes,
 - (e) nomme les conseillers scientifiques, les spécialistes et les experts prévus à l'Art. VIII et selon des modalités fixées par le règlement intérieur du Conseil,
 - (f) nomme, s'il y a lieu et sur proposition du Comité Exécutif, un sous-comité des programmes et des administrateurs adjoints, chargés d'assister le Secrétaire Général et le Trésorier. Ces deux derniers peuvent être remplacés par les adjoints en cas d'empêchement ou de démission,
 - (g) établit le budget et répond de la gestion financière de la Section,
 - (h) nomme le personnel temporaire,
 - (i) approuve les règlements intérieurs proposés par les organes techniques qu'il gère (groupes d'experts, commissions, groupes de travail, groupes d'études, etc.),
 - (j) décide des installations temporaires exigées par les travaux sur la lutte biologique et intégrée une fois le financement assuré,
 - (k) prépare ou approuve l'ordre du jour des sessions de l'Assemblée Générale,
 - (l) entreprend toute autre tâche que l'Assemblée Générale peut lui confier,
 - (m) nomme parmi ses membres le représentant de la section auprès de l'organisation globale,
 - (n) adopte sa propre procédure, et désigne les personnes autorisées à signer pour la Section.

ART. XIII : Comité Exécutif

1. Le Comité exécutif est composé du Président, d'un à trois Vice-Présidents, du Secrétaire Général et du Trésorier.
2. Il conduit l'activité de la Section conformément aux décisions du Conseil.
3. Il se réunit aussi souvent que le nécessitent les affaires courantes de la Section et selon une procédure fixée par le règlement intérieur.
4. Il rend compte au Conseil de ses actes et lui demande d'entériner les décisions qu'il doit prendre en cas d'urgence.

ART. XIV : Commission de contrôle

1. La Commission de contrôle est composée de trois membres nommés pour l'exercice par l'Assemblée Générale et choisis en dehors du Conseil
2. Les membres de la Commission de contrôle sont rééligibles. Une répartition équitable des mandats entre les pays représentés à la Section doit être assurée. Aucun pays ne peut disposer de plus d'un mandat.
3. La Commission de contrôle est chargée du contrôle de la gestion financière de la Section. Elle peut recourir aux services d'experts-comptables.

ART. XV : Autres Organes

1. Pour atteindre les buts définis à l'Art II des présents statuts, le Comité Exécutif engage la mise en place des organes (groupes d'experts, commissions, groupes de travail, groupes d'études, etc.) chargés de réalisations scientifiques ou techniques. Le fonctionnement de ces organes est défini par le règlement intérieur.

ART. XVI : Quorum et Vote

1. Le Quorum en Assemblée Générale ordinaire est atteint lorsque les membres présents ou représentés constituent un tiers au moins des votes potentiels. Pour la modification des statuts, le quorum est atteint lorsque la moitié des votes potentiels des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion doit être tenue et celle-ci statue valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Sont considérés comme représentés, les membres qui font parvenir au Président, avant l'ouverture de la réunion, un pouvoir désignant leur mandataire.
2. Tous les membres ayant droit de vote (membres institutionnels, membres individuels, membres honoraires) participeront à l'élection du nouveau conseil et commission de contrôle, ainsi qu'au vote concernant les modifications de statut avec application de la règle 10 voix pour chaque membre institutionnel, une voix pour chaque membre individuel et honoraire. Le scrutin est valable si un tiers des votes est exprimé pour l'élection du conseil et la moitié pour les modifications de statuts. Les votes peuvent être organisés par correspondance (si le quorum n'est pas atteint même disposition qu'à l'alinéa précédent).
3. Sauf dispositions contraires (Art. XX.3 et XXI.1 des présents statuts), les décisions sont prises à la majorité des voix.
4. En cas d'égalité des votes au sein du Conseil ou du Comité Exécutif, le Président décide.
5. Les élections ont lieu à bulletin secret.

ART XVII : Statuts du Personnel

1. Toute fonction au sein de la Section est honorifique et n'est donc pas rétribuée, exception faite des indemnités prévues à l'Art. XVIII.
2. La Section ne recrute aucun personnel permanent, mais elle peut s'adjoindre du personnel temporaire technique, dont l'affectation et la rétribution éventuelle sont fixées par le Conseil.
3. La limite d'âge des membres ayant des responsabilités au sein de la SROP est fixée par le règlement intérieur.

ART. XVIII : Indemnités

1. Les membres du Conseil, du Comité Exécutif et de la Commission de contrôle sont indemnisés par la Section pour les séances auxquelles ils participent, selon un barème fixé par le règlement intérieur et approuvé par l'Assemblée Générale.
2. Les experts invités aux réunions peuvent être remboursés par la section des indemnités et frais de déplacement selon les modalités établies par le Comité Exécutif.
3. La participation à une Assemblée Générale ne donne pas droit automatiquement à une indemnité de la Section.

ART. XIX : Ordre du Jour de l'Assemblée Générale

1. Le Président établit l'ordre du jour en accord avec le Conseil.
2. Chaque membre de la Section peut demander l'inscription de propositions d'intérêt général à l'ordre du jour de l'Assemblée. A cette fin, il remet une note au Président, au moins trois mois avant la date de l'Assemblée Générale.
3. L'Assemblée Générale ne peut prendre de décision que sur les questions portées à l'ordre du jour.

ART. XX : Modification des Statuts

1. Les modifications des statuts peuvent être proposées par le Conseil ou par un des membres institutionnels de la SROP.
2. Les textes de propositions de modification des statuts sont communiqués aux membres trois mois avant leur examen par l'Assemblée Générale.
3. Les modifications des statuts sont adoptées à la majorité des votes émis par l'Assemblée Générale (cf Art. XVI. 1).

ART. XXI : Dissolution

1. La dissolution de la Section est acquise par un vote à la majorité des deux tiers des voix émises à l'Assemblée Générale.
2. Les biens de la Section seront affectés conformément à une décision de l'Assemblée Générale.

ART. XXII : Validité

Le texte français est considéré comme faisant foi en cas de contestation dans l'interprétation des statuts.

Les statuts originels de l'OILB ont été déposés aux Archives Fédérales Helvétiques de Berne (Suisse) le 21 juin 1957 sous le numéro J.11.75. Ils ont été modifiés par l'Assemblée Générale tenue à Paris du 26 au 28 février 1958 et à Montreux du 16 au 18 septembre 1965.

Les modifications apportées à l'article XI lors de l'Assemblée Générale de Madrid en 1974 sont incluses dans la présente version.

Les modifications adoptées lors de l'Assemblée Générale de Lisbonne (1993) sont incluses dans cette version.

Les modifications adoptées lors de l'assemblée générale de Vienne (1997) sont incluses dans cette version.

Les modifications adoptées lors de l'assemblée générale de Monte Verita (2001) sont incluses dans cette version.

Les modifications adoptées lors de l'assemblée générale d'Agadir (2009) sont incluses dans cette version.

Version corrigée le 1^{er} octobre 2009.